



REPUBLIQUE TOGOLAISE

**MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

RAPPORT SUR L'ANALYSE DES AJUSTEMENTS STOKS FLUX (ASF) SUR LA PERIODE 2017 - 2024

DECEMBRE 2025

SOMMAIRE

Introduction	2
1. Contexte et justification	3
2. Présentation globale des données d'ajustement stocks-flux	3
3. Analyse détaillée des flux et de la variation de l'encours de la dette	4
4. Déficit budgétaire et opérations de financement	6
5. Recommandations et stratégie	10
Conclusion	10
Annexes	11

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Ajustement stock flux entre 2017 et 2024	3
Tableau 2: Déficit budgétaire et opérations de financement entre 2017 et 2024	6

Introduction

L'ajustement stocks-flux (ASF) est une opération comptable et analytique qui permet d'expliquer l'écart entre le déficit budgétaire (flux) et la variation du stock de la dette publique sur une période donnée. Il met en évidence les opérations qui affectent le stock de dette sans transiter par le budget.

Bien que ces écarts résultent des opérations légitimes et justifiées, ils sont une source d'attention particulière pour les autorités togolaises, le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission de l'UEMOA dans le cadre du contrôle de la qualité des données relatives à l'accumulation de la dette publique. Ainsi, l'importance de l'ASF a été soulignée à plusieurs reprises, dans la mesure où le suivi statistique des finances publiques exige de comprendre la cohérence entre les deux (2) indicateurs budgétaires clés (le déficit budgétaire et la variation du stock de la dette publique).

Cependant, il apparaît que le niveau du déficit budgétaire sur la période 2017 à 2024, ne concorde pas exactement à la variation de l'encours de la dette publique. L'analyse stock-flux (ASF) de la période 2017–2024 met en évidence un écart structurel important entre le déficit budgétaire et la variation de la dette publique, avec un ajustement stock-flux moyen de 3,4 milliards représentant 0,5% du PIB. Cette situation indique que la dynamique de la dette est principalement déterminée par d'autres facteurs, notamment la fluctuation des taux de change, les reprises de dettes et diverses opérations financières exceptionnelles.

Ce rapport vise à analyser les causes de ces écarts et à formuler des recommandations visant à renforcer la gestion de la dette publique, améliorer la transparence budgétaire et réduire les risques de vulnérabilités.

1. Contexte et justification

Le contexte économique mondial est marqué, ces dernières années, par des crises multiformes avec leur impact sur les finances publiques. Ainsi, l'insuffisance des ressources internes pour faire face aux besoins importants de financement des infrastructures socioéconomiques des états contribue au durcissement des conditions de financement entraînant une augmentation de la dette publique. Dans ce cadre, une évaluation de l'écart entre le déficit budgétaire et la variation de l'encours de la dette publique sur les pays membres de l'UEMOA, sur la période 2013-2019, représente en moyenne environ 1,5% du PIB par an. Les résultats de cette étude, ressortent que les déficits budgétaires et les facteurs extrabudgétaires représentent respectivement 70% et 30% de l'accumulation de la dette des pays membres.

Le Togo, pays membre de l'UEMOA, n'est pas épargné de cette réalité. Ainsi, une mission d'évaluation des ajustements stock-flux (ASF) de la Commission de l'EUMOA effectué au Togo, du 06 au 08 décembre 2023, a conclu que la variation annuelle moyenne de l'encours de la dette sur la période 2012-2022 a représenté 6,0% du PIB alors que le déficit budgétaire représentait 3,6% du PIB en moyenne annuelle sur la même période dégageant ainsi un écart moyen de 2,4% du PIB sur la période.

Ainsi, dans le cadre du suivi de la soutenabilité des finances publiques, l'ASF est un outil clé permettant d'expliquer les écarts entre déficit budgétaire et variation de la dette, d'identifier les risques de soutenabilité et d'améliorer la qualité du dialogue avec les partenaires techniques et financiers. La période analysée couvre des années marquées par une montée des besoins de financement et des chocs macroéconomiques notamment les crises sanitaires et sécuritaires.

2. Présentation globale des données d'ajustement stocks-flux

L'analyse des données a permis de ressortir les facteurs d'accumulation de la dette et les opérations hors budget qui expliquent la variation de la dette sur la période 2017-2024.

Tableau 1: Ajustement stock flux entre 2017 et 2024

POSTES	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL	MOYENNE
1 Besoins de financement (flux de la dette)	182,5	173,8	154,1	423,7	242,6	353,1	336,9	473,8	2 340,5	292,6
2 Variation de l'encours de la dette public	116,1	170,8	6,7	357,7	357,0	424,9	370,5	509,9	2 313,6	289,2
Ecart	66,4	3,0	147,4	66,0	-114,4	-71,8	-33,6	-36,1	27,0	3,4
Effet de taux de change	-64,2	21,9	-9,7	-48,7	33,0	30,7	29,8	25,2	18,0	2,2
Effet des dettes de sociétés liquidées	-24,4	-32,9	-140,1	0,0	43,8	0,0	0,0	0,0	-153,5	-19,2
Effet des dettes issues de contentieux	5,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	0,7
Effet des prêts rôtrocédés	1,2	0,5	4,3	-16,6	29,2	38,5	0,0	0,0	57,1	7,1
Effet des allègements de dette	0,0	0,0	0,0	2,8	1,7	0,0	0,0	0,0	4,6	0,6
Effet des intérêts capitalisés	10,0	10,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,5	2,6
Effet des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Reprise de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	15,4	15,4	1,9
Ecart à expliquer	-5,0	3,1	2,0	3,5	-6,8	-2,5	-3,8	4,5	-5,1	-0,6

Source : A partir des données de la DDPF/ACCE/DGTCP

L'analyse de ce tableau, montre que les flux de la dette entre 2017 et 2024, s'élèvent à 2.340,5 milliards, soit une moyenne annuelle de 292,6 milliards. Sur cette période, la variation moyenne de l'encours de la dette publique se chiffre à 289,2 milliards. Ce qui s'apparente à un surfinancement moyen de 3,4 milliards par an.

L'écart constaté provient essentiellement de :

- | | |
|--|-------------------|
| • Effet de taux de change | : 2,2 milliards |
| • Effet des dettes de sociétés liquidées | : -19,2 milliards |
| • Effet des dettes issues de contentieux | : 0,7 milliard |
| • Effet des prêts rétrocédés | : 7,1 milliards |
| • Effet des allègements de dette | : 0,6 milliard |
| • Effet des intérêts capitalisés | : 2,6 milliards |
| • Reprise de dette | : 1,9 milliard |

3. Analyse détaillée des flux et de la variation de l'encours de la dette

❖ Analyse des écarts en 2024

En 2024, les financements nets signifient que les flux de la dette ont augmenté de 473,8 milliards. Parallèlement, l'encours de la dette a augmenté de 509,9 milliards en 2024. Deux facteurs principaux expliquent cette différence.

Il s'agit de l'opération de reprise de propriété d'un hôtel et de sa dette par l'État et de l'effet des variations de change. Concernant la reprise de la propriété de l'hôtel et de sa dette, les autorités ont contracté une dette de 15,4 milliards lors de l'acquisition de l'hôtel en 2024 qui n'est pas comptabilisée dans le TOFE.

De même, la fluctuation des taux de change (dette hors FCFA/Euro) a contribué à l'augmentation de l'encours de la dette de 25,2 milliards. L'écart restant de 4,5 milliards (0,1% du PIB) est une marge d'erreur acceptable.

❖ Analyse des écarts en 2023

En 2023, l'écart entre le besoin net de financement et la variation de l'encours de la dette s'explique par l'effet du taux de change pour un montant de 29,8 milliards.

❖ Analyse des écarts en 2022

Alors que la variation du stock de la dette en 2022 s'établit à 424,9 milliards, les besoins nets de financement s'élève à 353,1 milliards dégageant ainsi un ASF de 71,8 milliards (1,4% du PIB). Cet écart s'explique essentiellement par les décaissements sur les prêts rétrocédés pour 38,5 milliards et la fluctuation du taux de change pour 30,7 milliards.

❖ Analyse des écarts en 2021

L'ASF dégagé en 2021 pour un montant de 114,4 milliards découlant d'un besoin net de financement de 242,6 milliards et de la variation de l'encours de la dette publique 357,0 milliards. Trois (3) facteurs principaux expliquent cet écart. Il s'agit de la prise en compte de la variation de la dette CRT pour un montant de 43,8 milliards, la fluctuation des taux de change liée principalement à l'appréciation du dollar US et les décaissements sur les prêts rétrocédés pour un montant de 29,2 milliards.

❖ Analyse des écarts en 2020

En 2020, alors que les besoins nets de financement s'élèvent à 423,7 milliards, la variation du stock de la dette s'est établie à 357,7 milliards. L'écart dégagé pour un montant de 66,0 milliards s'explique par l'effet conjugué de la dépréciation du dollar US et du remboursement de prêts rétrocédés.

❖ **Analyse des écarts en 2019**

En 2019, l'ASF dégagé s'élève à 147,4 milliards découlant d'un besoin net de financement de 154,1 milliards et de la variation de l'encours de la dette publique 6,7 milliards. Le principal facteur qui explique cet écart est le paiement de la dette des sociétés liquidées.

❖ **Analyse des écarts en 2018**

En 2018, alors que les besoins nets de financement s'élèvent à 173,8 milliards, la variation du stock de la dette s'est établie à 170,8 milliards.

❖ **Analyse des écarts en 2017**

Les décaissements nets s'élèvent à 182,5 milliards en 2017 tandis que l'encours de la dette a augmenté de 116,1 milliards. Ce qui traduit une différence de 66,4 milliards. Deux (2) facteurs principaux expliquent cette différence. Il s'agit de l'opération de reprise de dette de la Société togolaise du coton pour un montant de 24,4 milliards soit 0,9% du PIB et de l'effet des variations de taux de change pour 64,2 milliards, soit 2,3% du PIB.

4. Déficit budgétaire et opérations de financement

Tableau 2: Déficit budgétaire et opérations de financement entre 2017 et 2024

POSTES	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	TOTAL	MOYENNE
1 Solde budgétaire global	-7,8	-23,0	68,1	-304,2	-215,6	-420,9	-370,5	-336,3	-1 610,2	-201,3
2 Transaction de financement	97,0	-94,1	-138,3	94,6	-23,1	-14,3	32,0	-142,1	-188,3	-23,5
Compte de dépôt des correspondants du Trésor	4,2	7,5	-6,9	1,3	36,2	-41,2	15,2	-145,0	-128,7	-16,1
Comptes de diverses consignation du Trésor	73,0	8,8	37,9	94,8	-1,7	1,9	2,6	2,9	220,2	27,5
Autres financement non bancaire	19,8	-22,8	-64,3	-1,5	0,0	25,0	14,2	0,0	-29,6	-3,7
Instance de paiement	0,0	-87,6	-105,0	0,0	-57,6	0,0	0,0	0,0	-250,2	-31,3
3 Total du besoin net de financement	182,5	173,8	154,1	423,7	243,2	353,1	336,9	473,8	2 341,2	292,7
Emprunts intérieurs nets	89,4	109,3	-15,1	131,4	191,2	297,3	212,6	141,0	1 157,1	144,6
Emprunts extérieurs nets	93,1	64,5	169,2	292,3	52,0	55,9	124,3	332,8	1 184,1	148,0
4 Variation des créances nettes des banques	-217,8	21,9	-18,2	-106,2	84,6	161,7	9,2	83,7	18,8	2,4
Créances nettes de la BCEAO	-2,1	10,7	-5,0	-2,0	112,1	189,4	6,0	-19,9	289,2	36,1
Crédits bancaires	-104,3	80,4	41,2	-25,1	-16,1	62,8	38,7	47,3	124,9	15,6
Dépôts de l'administration centrale	-111,3	-69,3	-54,4	-79,1	-11,5	-90,5	-35,4	56,3	-395,3	-49,4
5 Flux et transactions non pris en compte dans le TOFE	-48,9	-62,3	-69,1	-94,2	-90,1	-75,1	-8,2	-79,5	-527,3	-65,9
Dépenses effectuées au cours de la période complémentaire	-36,7	-41,0	-53,3	-63,9	-51,8	-52,0	0,0	-36,7	-335,5	-41,9
Variation des comptes de projet	-1,7	-12,3	-3,7	-8,8	-3,9	-3,1	-6,3	-22,4	-62,1	-7,8
Décotes et frais sur titres	-0,6	-1,7	-1,2	-2,4	-2,7	-0,2	-1,9	-16,9	-27,6	-3,5
Tirages sur projet	-9,9	-7,3	-10,9	-19,2	-31,7	-19,7	0,0	-3,5	-102,2	-12,8
Remise et commissions sur prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6 Résidu restant inexpliqué	5,1	16,3	-3,4	13,6	-1,0	4,6	-0,6	-0,4	34,1	4,3

Source : A partir des données de la DDPF/ACCE/DGTCP

Le déficit budgétaire est un flux, c'est-à-dire une mesure calculée sur une période. Son analyse implique d'étudier l'évolution des recettes et des dépenses publiques (voir annexe), en examinant les causes, les conséquences et les moyens de le réduire. Entre 2017 et 2024, le déficit budgétaire moyen s'élève à 201,3 milliards par an. Il est passé de 7,8 milliards en 2017 à 336,3 milliards en 2024 avec un excédent de 68,1 milliards enregistré en 2019.

Sur la période 2017 à 2024, des données des écarts significatifs entre le déficit budgétaire et la mobilisation nette au titre de la dette publique ont été constatés. En effet, la somme des déficits budgétaires sur la période 2017 à 2024 s'élève à 1.610,2 milliards, soit une moyenne de 201,3 milliards par an, tandis que les mobilisations nettes de la dette ont atteint 2.341,2 milliards soit une moyenne de 292,7 milliards. L'écart global s'élève à 731,0 milliards correspondant à une moyenne de 91,4 milliards par an.

L'analyse révèle que les mobilisations nettes de la dette financent non seulement les déficits budgétaires, mais aussi d'autres éléments contenus dans le TOFE ainsi, d'autres flux et transactions non pris en compte dans le TOFE.

Pour les autres éléments contenus dans le TOFE, ils sont relatifs aux transactions de financement non bancaire (compte de dépôt des correspondants du Trésor, comptes de diverses consignations du Trésor, autres financement non bancaire et instances de paiement) et aux variations des créances nettes des banques (créances nettes de la BCEAO, crédits bancaires et les dépôts de l'administration centrale). Sur la période sous revue, en moyenne, les retraits sur les comptes de dépôt des correspondants du Trésor sont de 16,1 milliards, les diverses consignations du Trésor au titre des projets sont de 27,5 milliards, les autres financements non bancaires pour 3,7 milliards et le paiement des instances pour 31,3 milliards. Par ailleurs, les créances nettes de la banque centrale ont augmenté de 36,1 milliards, les crédits bancaires ont progressé de 15,6 milliards et les dépôts de l'administration centrale ont connu une hausse de 49,4 milliards.

Concernant les flux et transactions non pris en compte dans le TOFE, en moyenne les dépenses effectuées au cours de la période complémentaire ont été payées pour 41,9 milliards contribuant essentiellement à cette catégorie de facteurs. Nous notons aussi la variation des comptes de projet qui est de 7,8 milliards, les décotes et frais sur titres pour 3,5 milliards et les tirages sur projet de 12,8 milliards. Globalement, sur la période sous revue, le financement résiduel s'élève à 34,1 milliards, soit une moyenne annuelle de 4,3 milliards. Ce niveau de résidus est acceptable. La situation par année se présente comme suit :

❖ Exercice 2024

D'après les données du TOFE, l'exécution du budget 2024 s'est traduite par un déficit budgétaire de 336,3 milliards. Les opérations du financement ont entraîné des sorties de capitaux de 142,1 milliards créant ainsi un besoin de financement de 478,4 milliards.

Les sorties nettes de 142,1 milliards contenues dans le TOFE s'expliquent par les tirages sur les comptes de dépôts des correspondants du Trésor pour 145,0 milliards diminués de la variation des comptes de divers dépôts du Trésor pour 2,9 milliards. Ces opérations comprennent la constitution d'un stock d'engrais pour 100,9 milliards à travers un emprunt extérieur pour le compte de la Centrale d'approvisionnement et de gestion des intrants agricoles (CAGIA) et des avances aux collectivités locales pour un montant de 51,2 milliards pour la construction des installations de traitement des déchets suite aux inondations survenues au cours de la période. Au cours de la même période, on note les sorties de capitaux de 38,7 milliards correspondant à des tirages effectués par des entités publiques et 1,6 milliard pour les autres déposants du trésor.

Au cours de la période, le stock de la dette publique s'est accumulé de 473,8 milliards et les créances nettes de l'État sur le système bancaire ont connu une baisse de 83,6 milliards. La combinaison de ces facteurs s'est traduite par un surfinancement apparent de 79,4 milliards. Ainsi, trois (3) facteurs principaux expliquent cet écart apparent. Il s'agit des dépenses effectuées pendant les périodes complémentaires, les dépenses en retard des comptes de projet et l'enregistrement des flux liés à la dette.

❖ Exercice 2023

L'exécution du budget 2023 fait ressortir un déficit budgétaire de 370,5 milliards. Les opérations du financement indiquent qu'au cours de l'année, une entrée de ressources de 32,0 milliards ramenant ainsi le besoin de financement à 338,5 milliards.

Par ailleurs, des variations des créances nettes des banques pour 9,2 milliards ont été constatées et les flux et transactions non pris en compte dans le TOFE s'élèvent à 8,2 milliards.

S'agissant des entrées constatées, elles sont relatives aux variations des comptes de dépôt des correspondants du Trésor pour 15,2 milliards, aux consignations sur les comptes de projet pour 2,6 milliards et aux autres financements non bancaires pour 14,2 milliards.

Pour les variations des créances nettes des banques, les créances nettes de la banque centrale s'élèvent à 6,0 milliards tandis que les crédits des banques commerciales ont augmenté de 38,7 milliards et les dépôts de l'administration centrale vis-à-vis de ces banques ont augmenté de 35,4 milliards.

En ce qui concerne les opérations non prises en compte dans le TOFE, elles sont relatives à la variation des comptes de projet pour 6,3 milliards et aux décotes et frais sur titres pour 1,9 milliard.

❖ Exercice 2022

L'exercice 2022 s'est soldé par un déficit budgétaire de 420,9 milliards. Les opérations de financement ont entraîné des sorties de capitaux de 14,3 milliards créant ainsi un besoin de financement de 435,2 milliards.

Ce besoin a été non seulement financé par la mobilisation nette de la dette (besoin net de financement) mais aussi par une augmentation des créances nettes des banques pour 161,7 milliards. De même certains facteurs non pris en compte par le TOFE pour 75,1 milliards ont aussi contribué au financement du déficit.

Les sorties nettes constatées sont relatives à la diminution des comptes de dépôt des correspondants du Trésor pour 41,2 milliards, aux consignations sur les comptes de projet pour 1,9 milliard et aux autres financements non bancaires pour 25,0 milliards.

Quant aux créances nettes, celles de la banque centrale a augmenté de 189,4 milliards, les crédits des banques commerciales ont augmenté de 62,8 milliards et les dépôts de l'administration centrale vis-à-vis de ces banques ont augmenté de 90,5 milliards.

En ce qui concerne les opérations non prises en compte dans le TOFE, elles sont relatives aux dépenses effectuées pendant la période complémentaire pour 52,0 milliards, à la variation des comptes de projet pour 3,1 milliards et aux tirages sur projet pour 19,7 milliards.

❖ Exercice 2021

L'exercice 2021, une année impactée par la crise sanitaire, s'est soldé par un déficit budgétaire de 215,6 milliards. Les opérations de financement ont entraîné des sorties de capitaux de 23,1 milliards créant ainsi un besoin de financement de 238,7 milliards.

Ce montant a été non seulement financé par la mobilisation nette de la dette (besoin net de financement) pour 243,2 milliards mais aussi par une augmentation des créances nettes des banques pour 84,6 milliards et les facteurs non pris en compte par le TOFE pour 90,1 milliards.

❖ Exercice 2020

A fin 2020, l'exécution du budget a été marquée par la crise sanitaire, et s'est soldé par un déficit budgétaire de 304,2 milliards. Les opérations de financement ont entraîné des entrées de capitaux de 94,6 milliards ramenant ainsi le besoin de financement à 209,6 milliards.

La mobilisation nette de la dette (besoin net de financement) pour 423,7 milliards a été supérieure au déficit et a permis d'effectuer d'autres dépenses, notamment 94,8 milliards pour la consignation au titre des projets, une diminution des créances nettes des banques et au paiement des dépenses antérieures de 63,9 milliards ainsi que les tirages sur projet de 19,2 milliards.

❖ Exercice 2019

L'exercice 2019 s'est soldé par un excédent apparent de 68,1 milliards. Cette performance exceptionnelle est le fruit d'une opération de dation en paiement à travers la cession d'un domaine de l'Etat. Les opérations de financement ont entraîné des sorties de capitaux de 138,3 milliards créant ainsi un besoin de financement de 70,2 milliards.

La mobilisation nette de la dette (besoin net de financement) a été 154,1 milliards et a permis de faire face au besoin de financement, aux dépenses en instance de paiement pour 53,3 milliards, aux dépenses au titre des projets de 3,7 milliards, aux décotes de 1,2 milliard et aux

tirages sur projet de 10,9 milliards. Par ailleurs, on note une diminution des créances nettes des banques vis-à-vis de l'Etat pour 18,2 milliards.

❖ **Exercice 2018**

Le déficit budgétaire s'élève à 23,0 milliards pour l'exercice 2018. Les opérations de financement ont entraîné des sorties de capitaux de 94,1 milliards créant ainsi un besoin de financement de 117,1 milliards. Ce besoin a été financé par la mobilisation nette de la dette pour 173,8 milliards. Le reliquat de ce financement en plus de l'augmentation des créances nettes des banques pour 21,9 milliards a servi à financer des dépenses effectuées au titre de la période complémentaire ainsi que la variation des comptes de projet.

❖ **Exercice 2017**

L'année 2017 a enregistré un déficit budgétaire de 7,8 milliards. Ce dernier a été comblé par la mobilisation nette de la dette pour 182,5 milliards. L'écart de financement s'explique essentiellement par les opérations de diverses consignations pour le compte des projets, le paiement des dépenses en instance, la diminution des créances nettes des banques vis-à-vis de l'Etat et le paiement des dépenses effectuées au titre de la période complémentaire.

5. Recommandations et stratégies

Conformément à notre engagement de transparence et afin de limiter à l'avenir la survenance d'écarts non expliqués, nous avons d'ores et déjà mis en œuvre des actions précises pour 2025, que nous poursuivrons en 2026. Pour se faire :

- nous continuerons d'inclure dans le reporting du TOFE les dépenses exécutées pendant la période complémentaire, ainsi que d'intégrer, dans le plan de financement 2026, la provision destinée au règlement des dépenses de la période complémentaire 2025 ;
- nous intégrerons également, dans le bulletin de la dette publique de fin décembre 2025 et pour les années avenir, un tableau de réconciliation entre les flux du TOFE et l'évolution du stock de dette, en mettant en évidence l'impact des variations du taux de change sur le stock de dette au cours de l'année sous revue et tout autre facteur ayant un impact notable ;
- nos efforts de convergence vers les standards du manuel de statistiques de finances publiques (MSFP) 2014, nous permettront, comme pour l'exercice 2025, de mieux comptabiliser les différents éléments à l'origine des écarts, afin d'assurer une cohérence entre la comptabilité et le TOFE d'une part, et entre le TOFE et la variation de la dette d'autre part ;
- nous avons commencé à enregistrer les décotes sur les titres, ainsi que la comptabilisation des tirages sur la dette extérieure et la prise en compte des décaissements sur exercices antérieurs ;
- nous éviterons la prise en compte des consignations sans disponibilité de ressources affectées et nous préviendrons les retraits des correspondants du Trésor dans le budget de l'Etat ;
- Enfin, nous mettrons un accent sur la publication de ce rapport pour chaque exercice ultérieur.

Conclusion

L'analyse des ajustements flux stock sur la période 2017-2024, a mis en évidence des écarts significatifs entre le déficit budgétaire et la variation de la dette publique. L'écart cumulé sur la période se chiffre à 27,0 milliards, soit une moyenne annuelle de 3,4 milliards. Le résidu inexpliqué cumulé de la période s'élève à 5,1 milliards, soit une moyenne annuelle de 0,6 milliard qui est jugé très acceptable.

Cette analyse a révélé que la dette publique est influencée par des facteurs non budgétaires, appelant une approche élargie de la gestion des finances publiques. Au regard de ce qui précède, il serait opportun d'institutionnaliser cette pratique pour renforcer davantage la transparence et améliorer le cadre budgétaire.

Annexes

Tableau d'évolution du déficit budgétaire sur la période 2017 à 2024

POSTE (en milliards)	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	MOYENNE
RECETTES DE L'ETAT									
RECETTES FISCALES (OTR)	449,0	491,9	551,4	531,5	646,9	706,0	812,3	881,1	598,4
RECETTES NON FISCALES	55,6	110,4	71,1	68,4	58,0	59,6	95,8	120,6	74,1
RECETTES DES COMPTES SPECIAUX	2,7	2,6	2,0	1,0	2,3	3,0	3,7	6,1	2,5
FONDS DE CONCOURS	0,0	0,0	0,0	3,3	0,0	0,0	12,0	0,0	2,2
DONS	88,5	105,9	122,4	99,2	84,0	127,4	169,1	117,4	113,8
RECETTES TOTALES	595,8	710,8	746,9	703,4	791,2	896,0	1 093,0	1 125,2	791,0
DEPENSES TOTALES									
DÉPENSES COURANTES	429,1	532,1	549,0	613,4	627,0	823,2	943,3	959,2	645,3
DEPENSES DE PERSONNEL	192,8	200,4	214,6	234,8	251,5	255,3	301,8	314,5	235,9
DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	81,6	142,3	123,9	132,1	131,5	171,8	161,8	219,2	135,0
TRANSFERTS ET SUBVENTIONS	103,3	116,5	122,6	145,6	141,9	268,4	324,6	250,5	174,7
INTERETS DUS SUR DETTE PUBLIQUE	48,6	70,4	85,9	100,1	99,8	124,8	153,0	174,7	97,5
PRETS NETS	0,1	0,0	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,2	0,0
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX	2,7	2,6	2,0	1,0	2,3	3,0	2,0	0,0	2,2
DÉPENSES D'INVESTISSEMENTS	174,5	201,7	129,7	394,2	379,8	493,6	520,3	502,3	327,7
DEPENSES TOTALES	603,6	733,8	678,8	1 007,6	1 006,8	1 316,9	1 463,6	1 461,5	973,0
SOLDE GObAL	-7,8	-23,0	68,1	-304,2	-215,6	-420,9	-370,5	-336,3	-182,0
VARIATIONS DES ARRIERES	-50,4	-64,8	-105,6	-0,4	-44,0	-0,1	0,0	0,0	-37,9
FINANCEMENT	58,2	87,8	37,5	304,6	259,6	421,0	370,5	336,3	219,9
FINANCEMENT INTERIEUR	27,3	23,3	-131,7	12,3	207,6	365,1	246,3	3,5	107,2
FINANCEMENT EXTERIEUR	30,9	64,5	169,2	292,3	52,0	55,9	124,3	332,8	112,7
PIB	2 753,0	2 942,4	3 199,1	4 300,9	4 720,4	5 068,9	5 563,5	6 098,4	4 078,3
SOLDE GObAL EN % DU PIB	-0,3%	-0,8%	2,1%	-7,1%	-4,6%	-8,3%	-6,7%	-5,5%	-4,5%

Source : ACCE/DGTCP

Tableau d'évolution de l'encours de la dette publique de 2017 à 2024

ENCOURS (en milliards)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	MOYENNE
DETTE INTERIEURE	1 340,0	1 470,1	1 590,3	1 446,4	1 574,2	1 848,5	2 041,2	2 276,2	2 432,6	1 834,9
TITRES PUBLICS	573,6	954,8	1 084,6	1 120,9	1 323,3	1 524,0	1 833,5	2 071,0	2 217,7	1 516,2
CRÉDIT BANCAIRE	450,8	224,0	280,1	240,1	165,5	282,8	166,1	163,5	173,2	211,9
ARRIERES	315,6	291,2	225,5	85,4	85,4	41,7	41,7	41,7	41,7	106,8
DETTE EXTERIEURE	564,1	550,2	600,8	751,3	981,3	1 064,0	1 296,1	1 431,7	1 785,2	1 057,6
BILATERAUX	51,0	42,5	40,8	32,3	35,6	47,1	59,7	76,0	89,7	53,0
COMMERCIAUX	326,6	303,7	322,4	387,3	467,2	496,3	476,8	491,7	567,8	439,1
MULTILATERAUX	186,6	204,0	237,5	331,7	478,4	520,6	759,6	864,0	1 127,7	565,4
TOTAL	1 904,2	2 020,2	2 191,0	2 197,7	2 555,4	2 912,5	3 337,4	3 707,8	4 217,7	2 892,5
PIB NOMINAL	2 628,0	2 753,0	2 942,4	3 199,1	4 300,9	4 720,4	5 068,9	5 563,5	6 098,4	4 330,8
DETTE INTERIEURE EN % DU PIB		53,4%	54,0%	45,2%	36,6%	39,2%	40,3%	40,9%	39,9%	42,4%
DETTE EXTERIEURE EN % DU PIB		20,0%	20,4%	23,5%	22,8%	22,5%	25,6%	25,7%	29,3%	24,4%
DETTE TOTALE EN % DU PIB		73,4%	74,5%	68,7%	59,4%	61,7%	65,8%	66,6%	69,2%	66,8%

Source : DDPF/DGTCP